

Changement Climatique et migrations. Eléments de Preuves du Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA)

Compte rendu du séminaire, 20 Juin 2013

Ouverture

Les représentants du CMI, de l'AFD et de la Banque Mondiale ont ouvert le séminaire pour accueillir les participants et clarifier les objectifs et le contexte de l'étude. Les migrations induites par le changement climatique sont rapidement devenues une question prioritaire dans le domaine du développement. Le débat est souvent nourri de données chiffrées sur les futurs migrants climatiques ainsi que de discussions politiques plus générales sur les conséquences de ce phénomène. Cependant, à ce jour, rares sont les études s'appuyant sur des recherches empiriques quantitatives pour démontrer l'hypothèse selon laquelle le climat a un impact sur les décisions de migration. Le séminaire avait donc pour objectif de présenter les résultats du premier sondage multi-pays sur ce sujet, dans le but de recueillir les commentaires d'experts et acteurs politiques nationaux pour les inclure dans la version finale du rapport, ainsi que de discuter de la pertinence de ces résultats pour les programmes politiques nationaux et les travaux futurs.

Ce travail de recherche a été financé par le Fond d'Affectation Spéciale pour le Développement Environnemental et Social Durable et l'AFD. Les organisations partenaires impliquées à diverses étapes de l'étude sont l'Organisation Internationale pour les Migrations, l'Université des Nations Unies, et l'équipe de la Prévision des Migrations Environnementales britannique (UK Foresight).

Présentation du rapport

L'étude porte sur la perception des chocs climatiques par les ménages et son impact sur les décisions de migration. Ainsi l'étude examine-t-elle les tendances passées pour évaluer « ce qu'il s'est passé » dans le but de pouvoir mieux prévoir « ce qu'il pourrait se passer » quand les effets du changement climatique, en termes d'évènements à évolution lente ou rapide, se produiront.

La migration est un phénomène à multiples facettes conduit à la fois par des facteurs de rejet (conditions locales négatives) et des facteurs d'attrait (attrait externe positif). Les modèles de régression utilisés dans l'étude estiment que les raisons climatiques représentent 5% à 15% des migrations selon la variation d'autres impacts indirects du changement climatique. Ces derniers seraient distincts des facteurs de rejet et attrait précédemment cités, comme par exemple, les opportunités d'emploi. Les résultats de cette étude peuvent être mis en parallèle avec ceux d'autres études similaires conduites en Asie du Sud et en Afrique.

La région MENA est en premier lieu touchée par les sécheresses, ainsi que les inondations soudaines dans une moindre mesure. La fréquence des évènements extrêmes a augmenté et les ménages perçoivent cette détérioration. Alors qu'ils subissent les répercussions négatives du changement

climatique (perte de revenu), les ménages ont une capacité limitée à adopter des stratégies d'adaptation. La migration est l'une de ces stratégies et elle est fréquemment utilisée, particulièrement pour les adaptations de court-terme (migrations temporaires). Les migrations internes dans les pays MENA sont prédominantes par rapport aux migrations externes.

La migration peut être une option d'adaptation mais elle n'est pas toujours disponible. La migration est coûteuse. Un risque majeur est la constitution de « pièges territoriaux » : la vulnérabilité croissante d'une région peut prévenir la génération de ressources monétaires suffisantes pour la migration des ménages.

Les ménages pauvres sont plus affectés par les chocs climatiques extérieurs car ils sont plus dépendants de la production agricole. Les stratégies pour y faire face incluent : l'utilisation de l'épargne, la vente du bétail, ou le retrait des enfants des circuits scolaires pour l'insertion dans l'emploi. Les ménages affectés expriment une aptitude limitée à se remettre des chocs climatiques, avec jusqu'à un tiers d'entre eux déclarant ne rien avoir récupéré des chocs. Ces chiffres sont beaucoup plus élevés que dans d'autres régions. Le développement de programmes de sécurité pourrait ainsi permettre un mécanisme de protection du revenu agricole.

La migration joue un rôle important d'adaptation en sa capacité à générer des transferts de fonds aux communautés d'origine. Les recherches montrent qu'il y a une corrélation négative entre le montant des transferts de fonds et les zones touchées par le changement climatique, mais une corrélation positive entre les impacts des transferts de fonds sur les conséquences du développement humain (éducation, santé) et le climat. En d'autres termes, les zones climatiques les moins favorables attirent relativement moins de transferts monétaires, mais l'impact de ces transferts est plus important sur la base des indicateurs de développement humain.

Commentaires

Plusieurs commentaires portaient sur les **aspects méthodologiques** du rapport. Cette étude souligne le fait que l'environnement figure parmi les multiples facteurs contribuant à la migration. L'examen des perceptions des ménages pourrait être appuyé par les données disponibles sur les tendances actuelles du climat. En outre, l'étude pourrait fournir plus de clarté sur la distinction entre les chocs climatiques passés et le changement climatique futur. Enfin, des événements climatiques autres que les inondations et les sécheresses peuvent jouer un rôle majeur dans la décision de migration.

L'étude pourrait clarifier comment a été opéré le choix des zones vulnérables étudiées. Dans le cas de l'Égypte par exemple, le choix des zones ne prend pas compte les flux majeurs de migration du Sud vers le Nord.

Alors que les sondages portent sur les cinq années passées, l'étude pourrait faire la distinction entre les *stratégies immédiates pour faire face* au changement climatique, et les *stratégies d'adaptation* de long-terme. Les effets de la migration permanente sont probablement plus visibles sur des périodes plus longues. Également, l'étude est centrée sur la migration interne seulement. Cependant la migration est souvent un processus à plusieurs étapes par lesquelles les migrants se déplacent d'abord à l'intérieur du

pays, puis acquièrent des compétences dans les grandes villes, et enfin migrent à l'étranger. L'étude devrait également vérifier les chiffres fournis concernant la migration : les données pour le Maroc apparaissent sous-estimées.

Des liens forts avec les politiques nationaux et locaux sont nécessaires pour sensibiliser et améliorer la coopération. Même si le rapport est basé sur des sondages dans cinq pays, il a une **portée régionale** à même de tracer des tendances générales qui auraient manqué dans une perspective nationale. La région MENA est probablement celle qui bénéficie le moins de publications sur cet aspect. L'OMI sort sa revue « Migration Policy Practice » à la fin juin et est en train de publier un livre sur le changement climatique et la migration : « *People on the move in a changing climate* ». L'OMI a ainsi invité les auteurs à participer à un nouveau projet qui aura lieu à Genève cet automne : le sondage des ménages sur la migration en tant que stratégie d'adaptation potentielle. L'Université des Nations Unies pour l'Environnement et la Sécurité Humaine a eu une approche similaire des stratégies d'adaptation comme moteurs de la migration, et ce, à travers des sondages auprès des ménages (couverture régionale). Une autre activité serait d'organiser des **séminaires nationaux de partage des connaissances** considérant les leçons apprises de ce travail. Un thème spécifique pourrait être comment mieux tirer parti des transferts de fonds pour l'adaptation des migrants. Les participants ont été invités à envoyer des commentaires supplémentaires sur le rapport, et ce, avant le 15 juillet.